



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 1<sup>er</sup> AVR. 2022**

**prescrivant des mesures supplémentaires relatives au traitement  
et au rejet d'eaux de procédé dans les eaux superficielles**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND-EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 181-45 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1997 autorisant la société Schneider Georges et Fils à poursuivre et étendre l'exploitation de sa carrière de Bust au lieu-dit Hinterwald ;
- VU le rapport du 4 mars 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société Schneider Georges et Fils est autorisée à exploiter une carrière à Bust au lieu-dit Hinterwald ; que les ateliers de travail des minéraux, connexes à cette carrière, sont situés dans le périmètre de la carrière ;

CONSIDÉRANT que compte tenu de la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'atelier de taille, sciage... ne relève pas d'un régime de classement au titre de la rubrique 2524 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les rejets des installations de taille, sciage... sont susceptibles d'avoir une incidence sur la qualité des eaux superficielles ;

CONSIDÉRANT que des rejets très chargés en sable dans le Kassmattgraben ont été observés à plusieurs reprises ; que ces rejets sont la conséquence d'un entretien insuffisant des bassins de décantation ; que les prescriptions de l'arrêté du 29 septembre 1997 ne prévoient ni fréquence de curage des bassins de décantation, ni traçabilité des opérations réalisées ;

CONSIDÉRANT que l'article 20.1 de l'arrêté du 29 septembre 1997 a prescrit la réalisation d'une étude technico-économique concernant le traitement des eaux de procédé et les conditions de prélèvement des eaux superficielles ; qu'elle devait notamment porter sur les possibilités d'amélioration de la qualité des effluents considérant les objectifs de la qualité du milieu ;

CONSIDÉRANT qu'une étude a été réalisée par l'ENCEM en septembre 1999 ; qu'elle conclut que la modification de couleur est significative et persiste à plus de 100 mètres du rejet et que compte tenu du faible intérêt écologique et hydraulique du Kassmattgraben au niveau du rejet, il serait

plus utile d'étudier l'impact de rejet bien plus en aval, sur des eaux effectivement poissonneuses ; que la confluence avec la Zinsel du sud est située quelques centaines de mètres après le point de rejet dans le Kassmattgraben ; que les rejets dans le Kassmattgraben sont susceptibles d'avoir une incidence sur la qualité des eaux de la Zinsel du sud ;

CONSIDÉRANT que l'étude d'impact d'octobre 1996 précise qu'une aggravation de la teneur en matières en suspension est observée en aval du rejet, mais que compte tenu des surfaces respectives des bassins versants du Kassmattgraben (4 km<sup>2</sup>) et de la Zinsel du sud (28 km<sup>2</sup>), on peut évaluer que la dilution dans ce dernier cours d'eau est suffisante pour rendre négligeable l'impact des matières en suspension sur la Zinsel du sud, sans pour autant le démontrer ;

CONSIDÉRANT que la préfète peut imposer à tout moment des prescriptions complémentaires pour assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : OBJET**

La société Schneider Georges et Fils, dont le siège social se trouve au lieu-dit « Hinterwald » à BUST (67320), se conforme aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées à BUST au lieu-dit « Hinterwald ».

### **Article 2 : PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

Les dispositions de l'article 20.1 de l'arrêté du 29 septembre 1997 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

#### **« 1. Traitement des eaux de procédé »**

*Les eaux de procédé sont traitées dans un réseau de trois bassins de décantation, disposés en série, avant rejet dans le Kassmattgraben.*

#### **2. Entretien des installations de traitement des eaux de procédé**

*Les bassins de décantation sont curés tous les trois mois.*

*Les opérations d'entretien des bassins de décantation sont consignées dans un registre précisant la date et le volume curé.*

#### **3. Valeurs limites d'émission**

*Les rejets sont conformes aux valeurs suivantes avant rejet dans le milieu naturel :*

- température inférieure à 30° C ;*
- hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l ;*
- pH (NFT 90-008) compris entre 5,5 – 9,5 ;*
- matières en suspension (NFT 90-105) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà.*

*La modification de couleur du milieu récepteur (cours d'eau, lac, étang, canal), mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.*

*Les valeurs limites de concentration doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.*

#### 4. Surveillance des rejets

*Les paramètres énumérés au point 3. du présent article sont analysés au moins une fois par an par un laboratoire agréé. Les prélèvements sont effectués à la sortie du système de traitement des eaux de procédé.*

*L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas de dépassement des valeurs limites fixées au point 3. du présent article. Il présente les dispositions envisagées pour y remédier.*

#### 5. Etude complémentaire

*L'exploitant présente, dans un délai de six mois, une étude justifiant de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu (Zinsel du sud en aval proche de la confluence avec le Kassmattgraben). Si la compatibilité des rejets avec le milieu ne peut pas être démontrée, l'exploitant propose une valeur limite adaptée pour les paramètres concernés dans le même délai. Le cas échéant, il présente, dans un délai d'un an, des mesures visant à rendre compatible ses rejets avec les objectifs de qualité du milieu.*

### **Article 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

#### **Article 3.1 : MESURES DE PUBLICITÉ**

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 3.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 STRASBOURG Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

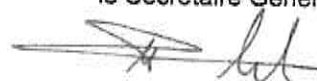
#### **Article 3.3 : EXÉCUTION**

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société Schneider Georges et Fils ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Saverne ;
- au maire de Bust.

La préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**

